



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des salariés de Pôle Emploi, syndiqués (ou non) dans différents syndicats. Nous pensons que seule la lutte des travailleurs pourra freiner ou repousser les projets du gouvernement, que ce soient la fusion AS-SEDIC-ANPE, la privatisation de la poste, de la santé, les suppressions de postes dans l'éducation nationale et tous les projets de casse de nos acquis du gouvernement. Nous nous investissons dans le projet de Nouveau Parti Anticapitaliste lancé par la LCR car nous pensons que c'est le système capitaliste qui entraîne cette politique de destruction de nos acquis, le chômage de masse, la baisse des salaires. La course au profit se traduit par des crises où seuls les travailleurs payent l'addition. Nous pensons qu'un autre monde est possible, un monde basé sur la satisfaction des besoins, sur la répartition des richesses, non plus dirigé par une minorité qui détient les richesses mais par la grande majorité des travailleurs.

Pour nous contacter
raslepole@voila.fr

mai - juin 2009 n° 3 Ras Le Pôle

Bulletin d'information et de lutte des militants du NPA du Pôle emploi

Séquestration de patrons : légitime défense contre des licenciements abusifs

Il ne se passe pas un jour sans que ne soient annoncées des fermetures d'entreprises, des licenciements ou des mesures de chômage partiel. Pendant que des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont livrés au désespoir, les grandes entreprises qui licencient continuent à faire des profits fantastiques et le gouvernement leur distribue des milliards. Pas un jour non plus sans son lot de scandales où les principaux patrons du pays dissimulent leurs comptes dans des paradis fiscaux pendant que la plupart des dirigeants d'entreprises s'en mettent plein les poches accumulant stocks options, bonus ou parachutes dorés.

La violence c'est la propriété capitaliste
Au milieu de cet enrichissement scandaleux des plus riches et d'une détresse croissante des plus pauvres, il a suffi que les travailleurs de 6 entreprises retiennent leurs dirigeants quelques heures afin de sauver leurs emplois pour qu'on assiste à un déluge de haine et de menaces du gouvernement et du patronat. « Illégal », « violence inadmissible », « revolver sur la tempe » et Sarkozy qui affirme martialement qu'il « ne laissera pas faire ». Mais où est la violence ? Dans les actes d'hommes et de femmes qui essaient de se défendre pour ne pas mourir où dans celle qui consiste à les priver de leur seul moyen de vivre, leur salaire ? Comment peut-on vivre avec le Smic ou quand le salaire est réduit de 2 à 300 euros par le chômage partiel ? Où est la violence quand les harcèlements, les humiliations, le surmenage, l'exposition aux produits dangereux, les maladies professionnelles, les accidents du travail voire parfois les suicides font partie du quotidien ? Le nombre de travailleurs pauvres dépasse les 7 millions. A tous les âges la violence sociale frappe. Chez les jeunes le chômage a augmenté de 57,2 % dans les Zones Urbaines Sensibles entre 2008 et 2009. Quant aux retraités, ils en sont réduits à la misère et même certains à faire les poubelles. Les banquiers et les grands patrons fraudent, mettent en danger délibé-

rément leurs salariés, ruinent la société, plongent l'humanité dans la crise mais ne sont pas considérés comme des délinquants, des fraudeurs et des voyous.

Les premiers signes visibles d'une colère qui couve et grandit

Alors quand ceux de Sony, Caterpillar, 3M, Fnac, Faurecia ou Scapa redressent la tête, « retiennent » leurs patrons et que seulement 7 % de la population les condamnent, les « puissants » qui piétinent les pauvres s'inquiètent et voudraient les faire taire. Ils craignent qu'encouragés par ces premiers pas vers une fierté retrouvée, le peuple entier ne se soulève comme aux Antilles et ne rentre dans une grève générale, seul moyen de ne pas payer la crise.

Et à Pôle emploi ?

Comme dans de nombreuses entreprises, la situation se dégrade à Pôle emploi. Cette fusion, non voulue par beaucoup de salariés, se passe très mal. Il suffit de constater le nombre de suicides ou de tentatives de suicide (Saint Quentin, Villeneuve d'Asq, ...) la création de nombreux collectifs d'agents qui revendiquent de meilleures conditions de travail, refusent d'appliquer les nouvelles lois coercitives contre les chômeurs (ORE, contrôle des papiers, ...) ; les nombreuses lettres ouvertes des salariés ex-ASSEDIC envoyées à la direction. Les réactions des usagers contre les dysfonctionnements de Pôle emploi se multiplient comme par exemple l'occupation de l'agence d'Ales. La fusion est loin d'être faite.

Dans beaucoup d'entreprises, de secteurs, de services publics, les travailleurs luttent, revendiquent, résistent. Quelques soient les formes que prennent nos luttes, nous devons continuer. Les « séquestrations » sont légitimes et peut-être les premiers signes avant-coureurs de l'explosion qui vient et qu'il faut préparer, comme celle du dirigeant de l'usine Sud Aviation en 1968 fut le prélude à la grève générale. C'est à nous de construire cette grève!

Plan d'urgence contre la fusion

La fusion s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation au niveau européen des systèmes d'indemnisation et de placement. Sous prétexte de simplification, cette opération permet surtout pour le patronat d'accentuer la pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent des emplois sous-payés. Dans le cadre d'une offensive globale contre les acquis des salariés, Pole Emploi n'est rien d'autre qu'un outil de répression pour les chômeurs.

La fusion combine à la fois une ouverture aux intérêts privés (déjà amorcée avec le « plan de cohésion sociale » de Borloo et l'ouverture du service public de l'emploi aux agences d'intérim et autres cabinets) et un contrôle de l'Etat maintenu sur les politiques de l'emploi. Cette politique est très loin du réel service public de l'emploi qui serait nécessaire.

Nos Revendications

- Arrêt de la fusion

- Non au démantèlement de l'AFPA

- Non au contrôle des papiers par Pole Emploi

- Abrogation des mesures de sanction des chômeurs : décret d'août 2005 sur le renforcement des sanctions « loi sur les droits et devoirs du demandeur d'emploi » de 2008 qui met en place « l'offre raisonnable d'emploi »

- Abrogation de la convention Unedic sur l'indemnisation du chômage

- Pour un service public unifié de l'emploi, de l'indemnisation et de la formation, avec des agents sous statut public, intégrant tous les sous-traitants et ses personnels sous statut public.



La blague du mois

Des membres de la DG observent actuellement des agents en exercice à l'agence d'Issy les Moulineaux dans la possibilité de mettre en place la MRS pour les prochains recrutés. A quand des exercices de simulation avec Guignol et son ami le gendarme? La MRS, méthode devant donner une chance à tout le monde de postuler ne

semble pas adapter pour un métier qui nécessitait jusqu'à présent minimum un bac+2 pour les épreuves de sélection. Sur quelles "compétences" vont ils évaluer les candidats? La vitesse de frappe? Le sourire à l'accueil? La PST? Encore un pas vers la déqualification de notre travail...

Brèves

Papiers : d'abord la lampe UV et après ?

Depuis peu, on nous demande ici et là, de contrôler l'authenticité – et non la validité – des papiers des nouveaux demandeurs d'emploi à l'aide de lampe UV.

Ceci n'est qu'un début puisqu'à Bordeaux, une procédure a été testée. Le principe? Une extraction automatique de certaines données du dossier du DE

transmise directement à la préfecture! Ne sont concernés que les nouveaux inscrits « non européens »... Le conseiller à l'emploi n'aura donc plus la main puisque tout sera informatisé.

Cette nouvelle procédure est fin prête. Notre cher DG n'attend qu'un signe pour la généraliser à l'ensemble des agences (pardon! unités!)

Des résistances quant au contrôle des papiers se développent déjà un peu partout: Ardèche, Rhône, Midi-Pyrénées, Ile de France, ... N'attendons pas que la machine

prenne le pas sur nous! Organisons-nous dès maintenant afin que la délation ne devienne pas l'une de nos missions...

Quand le privé fait du fric sur le dos des chômeurs !

la société "participe présent"(!!) vous propose de vous assurer face à une perte d'emploi grâce à la prestation "participe présent emploi"...La durée du versement dépend de la durée d'affiliation à "participe présent".

Une prestation d'aide à la recherche d'emploi peut aussi être incluse.

A peine un chômeur sur deux est indemnisé par les assedics, mais le gâteau de "l'assurance-chômage" est juteux et les requins du privé commencent à s'y intéresser...

Tribune précaire

POL[ic]E EMPLOI

Le pole-emploi est ressenti de plus en plus comme un outil de flicage des privés-ées d'emploi. La diminution des offres d'emploi, le retard dans la gestion des dossiers du à la fusion et à l'explosion du chômage, l'offre raisonnable d'emploi... ont rendu cette structure plus néfaste aux privés-ées d'emploi qu'utile. La mise en place du 3949 qui déshumanise les échanges, taxe les précaires, illustre l'absurdité de cette fusion, ça ne fonctionne pas !

Au final, cela renforce l'isolement des précaires face aux démarches quotidiennes : on est seul à régler les problèmes de dossiers, les recherches d'emploi, les recherches de financement pour des formations, et surtout les échecs des entretiens d'embauches... Le pôle-emploi contribue alors au sentiment de n'être rien, interchangeable, éjectable... tel de la poussière !

Assez ! En voilà assez de l'ignorance généralisée, des petites journées de grève qui ne mènent nul part ... quand est-ce qu'on s'arrête ? Notre colère est légitime, nous sommes las de l'arrogance des puissants mais obstinons-nous ... Arrêtons de subir les coups de vents et les coups de balai et rendons coups pour coups ! Libérons-nous de la précarité !

« Il n'y rien de plus extraordinaire qu'un peuple qui marche vers la liberté » Alex Lollia, membre du LKP

PRÉCAIRES MAIS PAS POUSSIÈRE !

Sur les deux premiers mois de l'année 2009, les statistiques officielles enregistrent 170 000 chômeurs-es de plus. Mais au total, combien de chômeurs-es, combien de radiés-es, combien de plans de licenciements à venir qui vont grossir les rangs des précaires ? La précarité s'amplifie et les plans

de relance des gouvernements n'y changent rien. Ils filent des milliards aux banques, combien pour nous ? 360 milliards offerts par le gouvernement aux banques, ceci représente 150 millions d'emplois à 2 000 euros net/mois... mais de cela ils s'en moquent !

Ce que nous voulons tout de suite c'est :

- **Indemnisation de toutes les formes de précarité par un revenu décent (80-100% du SMIC) pour tous même des -25 ans, avec ou sans emploi, Continuité des droits sociaux à la formation, à l'avancement, à la santé, au logement, aux papiers...**
- **Interdiction des licenciements, Ouverture des livres de compte, levée du secret bancaire et commercial,**
- **Réduction du temps de travail avec embauches en CDI jusqu'à résorption du chômage,**
- **Titularisation de tous les emplois précaires (vacations, contrats aidés, CDD, faux CDI, temps partiel imposé) dans les services publics quelque soit leur nationalité,**
- **Développement (infrastructures et emplois) des services publics de l'eau, du logement, de la santé, de l'éducation mais aussi de l'énergie, du transport...**
- **Augmentation pour tous de 300 euros net, Aucun salaire et revenu (retraites, minimas sociaux) inférieurs à 1 500 euros net/mois,**
- **Lutte contre toutes les discriminations à l'embauche et égalité salariale entre les hommes et les femmes,**
- **Annulation des dettes des foyers surendettés.**